

Sommaire

POLITIQUE.....	1
▶ Les débuts du gouvernement Kolo	1
▶ Assemblée nationale - Destitution du bureau permanent, recomposition politique	2
▶ Diplomatie, coopération.....	6
▶ Divers	7
DROITS HUMAINS - GOUVERNANCE	8
▶ Santé publique.....	8
▶ Education	9
▶ Retour des exilés, prisonniers politiques, justice, gouvernance.....	9
▶ Recrudescence de l'insécurité, phénomène « dahalo »	10
▶ Médias, liberté d'expression	13
ECONOMIE - SOCIAL - ENVIRONNEMENT.....	13
▶ Ressources minières et pétrolières, questions foncières	13
▶ Trafic de bois de rose et de ressources naturelles	15
▶ Environnement, calamités.....	16
▶ Bailleurs de fonds	16
▶ Divers	17

POLITIQUE

▶ Les débuts du gouvernement Kolo

01/05 - Le gouvernement se décide à publier les CV de 27 ministres. Après avoir subi les critiques très sévères de la presse, les CV des ministres ont été publiés. Quatre sont encore manquants, pour des raisons qui n'ont pas été précisées: il s'agit de Rafidimanana Narson, d'Ahmad, de Maharante Jean de Dieu et de Voalanaroy Randrianarisoa, respectivement ministre du commerce et de la consommation, ministre des ressources halieutiques et de la pêche, ministre de la fonction publique, du travail et des lois sociales et ministre de l'artisanat, de la culture et des patrimoines. Le quotidien *Le Daily* donne accès aux CV¹.

08/05 - Depuis la formation de la nouvelle équipe, le premier ministre n'a toujours pas présidé de conseil de gouvernement. Cette situation est jugée incompréhensible par *Midi*, qui note qu'il en résulte une paralysie de certains ministères qui ne possèdent pas encore leur organigramme pour pouvoir fonctionner. Les décisions ne se prennent pas et des opérateurs économiques se plaignent de cette situation. Au sein des ministères, en revanche, la remise en ordre serait en marche, parfois énergiquement pour ceux des ministres qui entendent instaurer une obligation de résultats. Plus de 100 jours se sont écoulés depuis l'élection du nouveau président et le changement se met lentement en place, estime le quotidien, qui juge le bilan globalement positif, avec le retour de la confiance des bailleurs de fonds, la mise en place progressive des institutions démocratiques, le soutien au gouvernement d'une majorité de députés à l'assemblée.

10/05 - Le premier ministre expose à l'assemblée nationale la politique générale de l'État (PGE) qui se décline en grands axes² : amélioration de la gouvernance démocratique et de l'Etat de droit, promotion de

¹ <http://ledaily.mg/le-gouvernement-publie-les-cv-de-27-ministres/>

² Cf. Blog Justmad - <http://p0.storage.canalblog.com/06/69/448497/96032786.pdf>

l'emploi et développement du territoire, amélioration de l'accès aux services sociaux de base et renforcement du capital humain, amélioration de la protection de l'environnement et de l'atténuation des effets néfastes du changement climatique. Kolo Roger a débuté son discours par un constat assez sombre de la situation dans laquelle se trouve le pays. Il a cité notamment le non-respect de la hiérarchie qui est devenu une habitude, le culte de la personnalité et la pensée unique, la défaillance de l'ensemble des institutions politiques et des organes de contrôle (IGE, Bianco, Samifin), la politisation à outrance de l'administration et des forces de l'ordre, les dysfonctionnements de la justice. Pour parvenir à une relance du développement, il faut atteindre un taux d'investissement de plus de 25% du PIB dès 2014, pouvoir créer près de 500.000 emplois à fin 2015. L'incidence de la pauvreté doit être réduite ainsi de 7 à 10 points dès 2015. Ces objectifs nécessitent l'atteinte d'un taux de croissance de 7% dès le second semestre 2014. Parmi les mesures qui seront prises par le gouvernement, le premier ministre annonce la mise en place de trois fonds : le fonds de secours d'urgence et humanitaire, le fonds de solidarité et d'équité ainsi que le fonds d'insertion et de réinsertion professionnelle. Dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux services sociaux, le gouvernement se fixe pour objectif la réouverture de 113 centres de santé de base (CSB). Il entend prendre des mesures pour résoudre définitivement les problèmes de délestage dans les trois mois qui viennent. Le premier ministre réaffirme l'engagement du gouvernement dans la protection de l'environnement et la tolérance zéro pour les trafics de bois précieux. Parmi ses engagements figurent également le démantèlement des réseaux de banditisme urbain, la facilitation des liaisons aériennes au niveau régional ou encore le renforcement du désenclavement en réduisant l'isolement de certaines localités. Le gouvernement envisage d'intégrer au sein de la fonction publique une première vague d'enseignants FRAM, parmi ceux qui possèdent la qualification requise. La décentralisation devra être activement organisée : à l'heure actuelle, 95 % des budgets sont entre les mains du pouvoir central.

Pour *L'Express*, le PGE n'a pas totalement convaincu les députés. Le premier ministre a justifié des « *imperfections constatées dans ce document* » par le fait qu'il « *fallait un peu précipiter les choses car cette présentation devait être faite dans la durée fixée par la Constitution* ». La session n'a pas été menée jusqu'au bout. 70 députés sur les 98 présents ont voté sa suspension. « *On a interrompu la réunion car peu de députés ont écouté le discours en français du premier ministre. Certains d'entre eux ne respectent pas non plus l'ordre du jour* », a indiqué Guy Rivo Andrianarisoa (mouvance Ravalomanana). Des députés estiment que cette PGE est utopique et qu'elle ne s'attaque pas aux préoccupations immédiates de la population. Il n'est pas fait mention notamment de la lutte contre l'insécurité rurale et la lutte antiacridienne.

La version de la PGE remise aux députés était rédigée en malgache mais le discours a été prononcé en français. « *Permettez-moi de poursuivre mon discours en français pour une raison technique* », a tenté de se justifier le premier ministre, qui a fait l'effort de répondre à des questions en malgache. Ce qui n'a pas plu à certains députés. « *Monsieur le premier ministre, nous ne sommes pas en France, mais à Madagascar. Notre règlement intérieur stipule que la langue malgache est celle de l'assemblée nationale. On peut parler en français quand il y a des étrangers. Dans cette salle, nous sommes tous des Malgaches* », a pesté Naivo Raholdina, député Mapar. Guy Rivo Andrianarisoa, après avoir critiqué, a en revanche félicité l'honnêteté intellectuelle du chef du gouvernement : « *Il n'est pas capable de parler ni de lire en malgache. Il a été honnête quand il a renoncé à parler malgache. On le respecte pour ça. C'est mieux que de massacrer notre langue* ». Le premier ministre a par la suite tenté de se défendre en expliquant que la présentation du PGE n'était pas seulement destinée aux députés mais aussi aux partenaires étrangers qui doivent comprendre les enjeux qui attendent le pays. Madagascar est « *membre du communauté planétaire* », a-t-il fait observer.

► Assemblée nationale - Destitution du bureau permanent, recomposition politique

01/05 - Le nouveau règlement intérieur de l'assemblée renégocié par les élus de la PMP ouvre la possibilité d'octroyer des passeports diplomatiques aux parlementaires et à leurs conjoints. *La Nation et Lacroan'i Madagascar*³ s'en offusquent. Des députés du Mapar ont déjà bénéficié sans raison convaincante de passeports diplomatiques, ce qui a provoqué la protestation de diplomates professionnels. Cette disposition entre dans le cadre d'un article du règlement intérieur qui traite des nombreuses « *prérogatives* » des députés. Le quotidien suspecte les élus d'avoir voulu s'octroyer la possibilité de jouir de l'immunité diplomatique au moment où leur immunité parlementaire paraît remise en cause par une récente ordonnance présidentielle qui leur impose une sévère obligation de déclaration de patrimoine.

02/05 - Initiative de destitution du bureau permanent de l'assemblée nationale : Christine Razanamasoa dénonce une manœuvre illégale. Elle déplore que les députés de la PMP lui aient forcé la main pour qu'elle dépose au plus vite le nouveau règlement intérieur auprès de la HCC. Elle accuse la PMP de vouloir destituer le bureau permanent alors que l'actuel bureau est légal, déclare-t-elle. Sa dissolution exigerait l'assentiment des deux tiers des membres de l'assemblée. La présidente affirme que l'application du

³ <http://p2.storage.canalblog.com/26/52/448497/95958373.pdf>

nouveau règlement ne peut être rétroactive et que son adoption n'exige pas de nouvelles élections. À son avis, le nouveau règlement intérieur ne pourrait s'appliquer qu'à la prochaine législature. L'ancienne ministre s'étonne que la HCC s'immisce dans ces affaires internes au fonctionnement de l'assemblée et la soupçonne de complicité avec la PMP.

« La présidente de l'assemblée nationale engage des exorcistes pour affaiblir ses adversaires politiques », affirme Midi. Christine Razanamahasoa a dépêché des « *Mpiandry* » de son Eglise pour chasser les démons qui occuperaient les locaux de l'assemblée depuis la tenue de la session extraordinaire qui avait pour ordre du jour l'adoption du nouveau règlement intérieur. Elle espère ainsi pouvoir contrecarrer les projets de ses adversaires de la PMP qui exigent la tenue d'une nouvelle session extraordinaire pour élire un nouveau bureau et la destituer, et ce avant l'ouverture de la session ordinaire, le 6 mai.

03/05 - Le conseil des ministres adopte le décret portant convocation de l'assemblée nationale en session extraordinaire dès le week-end pour procéder à l'élection du nouveau bureau permanent. Une décision prise immédiatement après le feu vert donné par la HCC au nouveau règlement intérieur accouché au forceps en séance de nuit par les députés. « *Le triomphe de la PMP est assurée. Des députés Mapar ont rejoint la cause du président de la République. Ils sont à nos côtés* », indique un député indépendant de la PMP. La présidente, Christine Razanamahasoa, persiste à dénoncer auprès de l'opinion et de la communauté internationale ce « *complot politique contre elle et le bureau permanent* ». Elle condamne une « *dérive autocratique* » du nouveau pouvoir. Les députés du Mapar, dont beaucoup avaient déjà quitté la capitale à la clôture de la première session extraordinaire, menacent de boycotter la nouvelle session. Pour *L'Express*, « *le régime de Rajaonarimampianina veut en finir le plus rapidement possible avec le règne du Mapar à l'assemblée nationale. Tout a été bien senti et calculé. Le Mapar est en train de boire le calice jusqu'à la lie. Ses membres n'ont aucune chance de se faire élire vu le nouveau rapport de force. Reste à espérer que ce coup de massue ne générera pas une nouvelle crise à Tsimbazaza comme dans la rue. Autant on reprochait à Rajaonarimampianina sa lenteur dans le choix du premier ministre et la formation du gouvernement, autant il procède à la mise à mort du Mapar à la vitesse d'un... TGV* ».

04/05 - Christine Razanamahasoa « remerciée », Jean Max Rakotomamonjy élu précipitamment président de l'assemblée nationale en l'absence de nombreux députés du Mapar. Sans concurrent, le candidat présenté par la PMP, le GPS a été élu à l'unanimité des 111 présents, dont 6 membres du Mapar. Il n'y a eu ni vote blanc ni vote nul. 36 députés étaient absents, tous du Mapar. Ministre du tourisme sous Jean Omer Beriziky, le député du district d'Andapa avait déjà été candidat lors de l'élection qui a vu la victoire de Christine Razanamahasoa, en février. Celle-ci a exprimé le soir même son désaccord, soutenant - entre autre - que cette élection n'est pas légale, ayant eu lieu un samedi, jour où les députés ne sont pas censés siéger. Elle affirme qu'elle reste la présidente légale de l'assemblée et qu'elle compte diriger la première session ordinaire qui doit s'ouvrir le 6 mai. Elle annonce que des sanctions seront prises à l'encontre des députés Mapar qui n'ont pas respecté les consignes de boycott. Pour les partisans du nouvel élu, Il n'y a pas eu destitution du bureau permanent car le bureau conduit par Christine Razanamahasoa a été constitué sur des bases illégales. « *Il n'y a pas l'unanimité évidemment du côté du Mapar, mais il y avait quand même plusieurs députés du Mapar qui ont participé à la séance et au vote, et il y a une chose dont on est sûr actuellement : je bénéficie du soutien d'une très large majorité des députés* », déclare le nouveau président. Le site *Madagate*, resté fidèle à Andry Rajoelina titre « *« hold-up réussi à l'assemblée par le nouveau dictateur »* ».

Ont été élus vice-présidents, sans aucune opposition non plus (seulement quelques votes blancs) : Hanitra Razafimanantsoa de la mouvance Ravalomanana (province d'Antananarivo), Hermann Razafindravelo du Mapar (province de Toamasina), Andrianarivo Harimampianina Razakarivelo du Patram (province de Fianarantsoa), Freddy Mahazoasy de l'IDI (province d'Antsiranana), Brisson Erafa Helson (province de Toliara) et Rémi dit Jao Jean du VPM MMM (province de Mahajanga). Les 6 vice-présidents ont été présentés par la PMP.

A noter que Jao Jean, ancien membre du CST, avait été incarcéré en 2012 pour viol sur une mineure de 16 ans commis en 2011. Il avait été remis en liberté provisoire après avoir passé plus de 4 mois en détention préventive et aurait été amnistié en catimini. Le père de la jeune fille aurait été « *invité* » à abandonner les poursuites. Son élection a créé un tollé sur les réseaux sociaux⁴.

Midi note que ces opérations se sont déroulées dans la précipitation afin de ne pas donner du temps au Mapar de préparer sa contre-offensive mais pour le député Jean-Jacques Rabenirina, la composition du nouveau bureau reflète l'équilibre politique et la réconciliation nationale. Presque toutes les entités politiques qui soutiennent Hery Rajaonarimampianina y sont représentées. Le parti Vert de Saraha Georget Rabeharisoa est le grand oublié, comme il l'avait été pour la composition du gouvernement. Dans la même soirée, les

⁴ Jao Jean: Accusé de viol sur mineure – 03/05/2011 - http://rovahiga.over-blog.com/article-jao-jean-accuse-de-viol-sur-mineure-73174614.html?fb_action_ids=10203028731832572&fb_action_types=og.likes

députés ont procédé à l'élection des trois questeurs et des rapporteurs généraux. Là encore il n'y eut que des candidats uniques pour chaque poste à pourvoir. Dans les sphères décisionnaires du Mapar, un basculement dans l'opposition n'est pas évoqué pour l'instant, mais l'on reste opposé à la nouvelle élection.

La Gazette rapporte que le candidat au poste de questeur, Siteny Randrianasoloniako, a promis que s'il était élu les députés seraient tous dotés d'un puissant 4x4 de marque Toyota. Des rumeurs ont laissé penser que les 4x4 de marque chinoise (Hyundai Santa Fe) offerts par le candidat malheureux à la présidentielle, Camille Vital, pourraient être destinés aux députés. Mais la précision de Siteny Randrianasoloniako est sans ambiguïté : il ne signera que pour des véhicules Toyota V8.

Commentaire de L'Express : « Juste retour des choses ou la loi du plus fort... Ce qui arrive aux députés Mapar est exactement ce qui était advenu aux derniers députés de l'ère Ravalomanana destitués par Rajoelina. Le coup de force a eu raison d'une prétendue élection démocratique. [...] Autant le Mapar n'avait pas eu la finesse de donner un semblant de démocratie en raflant tous les sièges à l'issue d'une élection plus ou moins crédible, autant la PMP fait pire, ne s'embarrassant pas du moindre scrupule pour occuper tous les postes avec des scores qui n'existent plus qu'en Chine et en Corée du Nord. Le Mapar n'a plus le moindre recours pour pouvoir renverser la vapeur. [...] Christine Razanamahasoa, détentrice de la brièveté de passage à la tête de l'assemblée nationale, n'a pas pu résister à la bourrasque de la PMP malgré le recours aux « mpiandry » pour servir de bouclier. On voit mal le Mapar ou ce qu'il en reste basculer dans l'opposition dont la place est inoccupée, pour le moment, malgré les privilèges accordés à son chef. Reste à savoir si cela pourra garantir la stabilité recherchée dans cette cohue. Rien n'est moins sûr étant donné qu'il n'est pire eau que l'eau qui dort ».

06/05 - Christine Razanamahasoa et ses soutiens déposent une requête auprès de la HCC pour demander un avis concernant les élections des nouveaux membres du bureau permanent. Elle souligne également la nécessité d'un contrôle de constitutionnalité du décret pris en conseil des ministres portant convocation de l'assemblée nationale.

Ouverture de la 1ère session ordinaire de l'assemblée nationale : deux bureaux permanents face-à-face ? La presse s'interroge sur les conséquences qui peuvent résulter du « coup de force » organisé par les députés de la PMP. La présidente déchue, Christine Razanamahasoa, déclare qu'elle va présider la première session et qu'elle n'a pas l'intention de procéder à la passation de service avec le nouveau bureau. L'ambiance est électrique. Les forces de l'ordre ont été dépêchées aux alentours de l'assemblée nationale et dans les quartiers environnants pour prévenir tout débordement.

07/05 - Christine Razanamahasoa n'a pas assisté à la cérémonie d'ouverture de la session ordinaire.

Le face-à-face entre l'ex-présidente Christine Razanamahasoa et le président Jean-Max Rakotomamonjy n'a pas eu lieu. C'est le nouveau bureau permanent qui a accueilli les députés et présidé la cérémonie d'ouverture. L'ex-présidente a déclaré qu'en attendant la décision de la HCC, il n'y aura pas de passation de service. Les députés du Mapar ont indiqué qu'ils ne prendront pas part à la session ordinaire. Christine Razanamahasoa se dit prête à se conformer à la décision de la HCC. La cérémonie s'est déroulée sous bonne garde et sans public, interdit d'entrer dans l'enceinte du palais. Les forces de l'ordre ont verrouillé et filtré les accès. Très remonté contre ces mesures sécuritaires, le député et artiste star Rossy a manifesté sa colère, dénonçant « un plébiscite à la manière soviétique », une manipulation et une ingérence de la présidence dans les affaires de l'assemblée. Le député dit vouloir informer les « bas quartiers » de la situation. Pour mémoire, ces derniers ont formé le noyau des manifestations sur la place du 13-Mai, en 2009, menées par Andry Rajoelina, alors maire d'Antananarivo. Manifestations qui ont contribué à la chute du régime Ravalomanana. Les associations de quartiers ont appelé le député au calme et à renoncer à sa menace de démission. Elles souhaitent que les dissensions internes à l'assemblée ne donnent pas lieu à une mobilisation populaire.

Le Mapar en plein désarroi. Deux de ses députés font partie du nouveau bureau permanent de l'assemblée. D'autres n'acceptent pas d'être qualifiés de traîtres parce qu'ils soutiennent le président de la République alors que cette formation est considérée comme l'un des groupements qui a contribué à son élection. La cassure semble inévitable au point d'inquiéter la hiérarchie du groupement, écrit *Midi*. Andry Rajoelina, qui s'est fait discret ces derniers temps, veut remobiliser ses troupes en vue des élections communales prévues pour octobre. Le Mapar serait-il en train de basculer vers l'opposition ? Une assemblée générale de ses militants est annoncée, elle devrait permettre de définir une position et de resserrer les rangs. Aucune procédure de déchéance à l'encontre de ses membres dissidents n'a encore été engagée par le bureau du Mapar.

08/05 - La vice-présidente élue au titre de la région du Nord, Jocelyne Rahelihanta, met en cause publiquement le député Laisoa Jean-Pierre dit Jaovato pour trafic de bois de rose, rapporte *La Nation*, qui rappelle que « cette plaie gangrène toutes les institutions : la corruption qui permet aux gros bonnets de

ce commerce illégale de narguer la justice : Éric Foeng, Jao Hasy, Jean Gualbert, Angelin Befototo, Victor Be, Jeannot Ranjanoro, Rachid Patel, Claude Bezokiny, Roger Thunam d'Antalaha, Victor de Sambava et Sam Sam Yok de Tamatave et tant d'autres. Les enjeux de ce quiproquo institutionnel obéissent à des calculs que Jocelyne Rahelimihanta et Rossy ont mis à nu : quelque part dans l'entourage du président Hery Rajaonarimampianina une voyoucratie tente, par tous les moyens, de faire main basse sur le pouvoir afin de continuer à s'enrichir d'une manière illicite au nom de la puissance publique ». Pour le quotidien, « la destitution programmée de Christine Razanamahasoa n'est que la première étape d'un complot subtil destiné à mettre les habitants de cette île sous les jugs d'une bande d'affairistes avides. Tout le reste n'est que diversion ».

09/05 - Guerre ouverte entre deux courants du Mapar. L'assemblée générale du Mapar qui devait prendre position sur la situation politique a tenté de se tenir à l'absence d'Andry Rajoelina, qui venait de rentrer d'un séjour à Dubaï, et des deux protagonistes de la crise qui secoue le mouvement, Jean de Dieu Maharante et Christine Razanamahasoa, qui ont tenu, chacun une réunion parallèle au même moment. Selon Jean de Dieu Maharante, 26 députés sur la trentaine que compte son courant ont répondu présent. Le ministre de la fonction publique, du travail et lois sociales revendique toujours le titre de coordonnateur général, alors que l'ancienne ministre de la justice considère qu'il a trahi le mouvement et qu'il ne peut plus y exercer de responsabilités.

L'existence légale du Mapar en question. La plateforme de soutien à Andry Rajoelina aurait dû cesser d'exister depuis janvier. Le directeur des affaires politiques du ministère de l'intérieur explique qu'un regroupement et une coalition politique sont temporels. Un décret du 9 septembre 2011 stipule en effet que durant les périodes électorales deux ou plusieurs partis politiques légalement constitués peuvent se regrouper ou se constituer en une coalition temporaire, qui peut être nationale ou locale, selon la catégorie d'élection. Si un regroupement souhaite exister au-delà de son cadre spatio-temporel initialement prévu, il faut qu'il attende la prochaine convocation des électeurs pour pouvoir confirmer son existence, a-t-il souligné. Entre les législatives de décembre et le scrutin communal, dont la date n'est pas encore fixée, le Mapar ne peut donc pas « renouveler » son statut. N'existant pas légalement, un regroupement politique ne devrait pas a priori tenir une assemblée générale et n'est plus habilité à se restructurer. L'AG du Mapar qui vient de se tenir n'a donc pas de valeur légale pour le ministère et de ce fait Maharante Jean de Dieu est toujours son coordinateur général. Les députés élus au nom d'un regroupement politique portent jusqu'à la fin de leur mandat cette étiquette. Toutefois, dans le cas d'un regroupement politique dont le délai d'existence a expiré, une entité peut y retirer son, ou ses, député(s). Ce parlementaire pourrait éviter une déchéance dans la mesure où il n'intègre pas un autre parti ou un autre groupement. Il jouit du statut d'indépendant au sein de l'assemblée. Étant devenu indépendant, le « déserteur » peut alors rejoindre le groupe parlementaire de son choix. Les députés désireux de quitter le Mapar, sous peine d'être déchus ne peuvent donc pas intégrer un autre parti politique. Christine Razanamahasoa combat cette lecture des textes : pour elle, le Mapar existe jusqu'aux élections communales et régionales.

12/05 - Naufrage du Mapar : Andry Rajoelina reprend les affaires en main après son séjour à Dubaï. Une rencontre a eu lieu avec les leaders de sa plateforme pour évoquer la scission qui s'est produite en son sein, sous la pression de la présidence. Entre Andry Rajoelina et son désormais ancien poulain, le président Hery Rajaonarimampianina, le divorce est consommé. Le moment est venu pour le Mapar de définir sa stratégie : il semble vouloir agir en opposant sans toutefois vouloir jouir de ce statut officiel offert par la Constitution.

09/05 - Les 31 candidats aux différents postes de présidents de commission ont été élus à main levée. L'ancienne présidente de la chambre basse a boycotté la séance plénière. Tout a été convenu d'avance entre les divers groupes et formations politiques. Ainsi, 8 sièges reviennent au Mapar, 4 à la mouvance Ravalomanana, 2 au VPM-MMM et les 17 restants aux indépendants. L'opinion s'interroge sur les compétences et les qualités de ces présidents de commission, dont le coût de fonctionnement n'a pas été évalué, note *Tribune*. Un président de commission devrait être remplacé lors de l'élection ou de la désignation du chef de l'opposition. Chacune des 31 commissions correspond aux attributions d'un ministère. 8 des 31 présidents sont des femmes. Pour mémoire, le gouvernement ne compte que 6 femmes sur 31 ministres, 2 parmi les membres du nouveau bureau permanent. Une situation qui n'a pas connu d'évolution positive avec l'avènement du nouveau régime.

13/05 - Les parlementaires menacés de déchéance : aucun d'entre eux parlementaires n'a encore déposé une déclaration de patrimoine auprès de la HCC. Ils refusent de se soumettre à l'ordonnance du 22 avril qui stipule qu'en cas de non-respect de cette obligation dans les 2 mois la HCC peut déclarer leur déchéance. Les députés ne comptent pas rester les bras croisés et préparent une offensive. Les deux plateformes de la chambre basse, la PMP et le Mapar, exigent l'amendement de cette ordonnance durant la présente session ordinaire. « C'est inévitable. Il faut l'amender, elle viole l'indépendance de l'assemblée nationale ».

nale », déclare un membre de la PMP. « *Hiérarchiquement, les lois se trouvent au-dessus d'une ordonnance* », rappelle un juriste.

15/05 - La HCC juge les requêtes de Christine Razanamahasoa irrecevables pour cause de non qualité de la requérante. L'ancienne ministre n'était plus chef d'institution au moment du dépôt de la requête. Christine Razanamahasoa avait demandé si les élections qui se sont déroulées durant un week-end sont conformes au règlement intérieur et à la Constitution. La HCC a statué sur la forme et non sur le fond. La cour déclare en revanche le règlement intérieur conforme à la Constitution, de même que la convocation d'une session extraordinaire le 28 avril. Le nouveau bureau permanent prendra les dispositions nécessaires, au cas où ses anciens membres refuseraient de procéder à une passation de pouvoir, a averti Jean-Max Rakotomamonjy, président de l'assemblée. Les membres sortants ont jusqu'à présent refusé de rendre les clés de leur bureau, à l'instar de Christine Razanamahasoa, ancienne présidente, qui n'a pas non plus rendu ses véhicules de fonction. Cette dernière n'a pas contesté les décisions de la HCC mais ne voit pas l'intérêt d'une passation de service avec Jean-Max Rakotomamonjy, celui-ci ayant nié la légalité de l'ancien bureau.

Entre l'insécurité grandissante dans tout le territoire et leurs intérêts personnels, les députés ont choisi : toutes tendances confondues, ils ont voté pour l'examen en priorité de leurs « avantages ». Ils n'ont en effet perçu aucune indemnité depuis leur prise de fonction voici trois mois, hormis un crédit téléphonique. Le débat s'est tenu à huis-clos. Un décret pris en conseil des ministres du 2 mai réduit par ailleurs drastiquement leurs indemnités. L'annonce n'en a été faite qu'après l'élection des nouveaux membres du bureau permanent. Le mécontentement des parlementaires est à son comble, après l'émotion qu'avait déjà suscitée l'ordonnance relative à la déclaration de patrimoine. Le décret du 2 mai limiterait à trois le nombre d'assistants attribués aux députés alors que ces derniers, conformément à leur règlement intérieur, en demandent cinq. L'exécutif a fixé leur salaire à un million Ar, les crédits téléphoniques et de carburants, respectivement à 200 et 500.000 Ar, de 2 à 6 fois moins que demandé. *Tananews* rappelle que des dossiers de première importance attendent les députés nouvellement élus.

► Diplomatie, coopération

06/05 - Relance de la coopération Madagascar-Maurice. Le nouveau ministre de l'industrie, du développement du secteur privé et des PME, Jules Etienne, s'est rendu à Maurice pour son premier déplacement à l'étranger. Son homologue mauricien a avancé 5 secteurs d'activités qui pourraient concrétiser le renforcement des liens entre les deux îles sœurs : l'énergie, l'agroalimentaire, la tannerie, le bois et la joaillerie. Le projet de création d'une chambre de commerce et d'industrie Madagascar/Maurice a été évoqué. Le ministre des affaires étrangères mauricien, Arvin Boolell, a réitéré le souhait de son gouvernement d'abriter la conférence des bailleurs de fonds pour Madagascar et que la Grande île accueille la conférence de l'OIF, avec le soutien de Maurice.

09/05 - Hery Rajaonarimampianina en visite d'Etat en France au second semestre, indique François Goldblatt, ambassadeur de France. Le ministre français en charge de la coopération est attendu à Madagascar en juin.

L'ambassadeur de France accorde une interview exclusive à *L'Express*⁵ au cours de laquelle il fait part de sa vision de la situation politique à Madagascar, mettant la responsabilité du divorce entre le Mapar et Hery Rajaonarimampianina sur le dos de l'intransigeance du premier. Il défend également les décisions de la nouvelle HCC. A la question : « *Pensez-vous que Madagascar est définitivement sortie de la crise politique ?* », le diplomate répond : « *J'ai envie de dire qu'on a franchi des étapes très significatives par rapport à la situation dans laquelle nous étions, ne serait-ce qu'il y a un an, voire même six mois* ». Certes, Madagascar n'est pas encore sortie de l'auberge, et il lui reste encore un long chemin à parcourir mais le plus dur est passé, estime François Goldblatt. « *Vous vous souvenez de l'année 2013 extrêmement compliquée, chaotique, avec des coups d'arrêts brutaux dans le processus. Je ne vais pas faire l'historique de toutes les étapes qui nous ont amenés jusqu'aux scrutins, mais je dirai que par rapport à cette situation, j'ai un peu le sentiment que Madagascar a réussi à vaincre ses démons qui sont de refuser à croire en son avenir, à se sentir immobilisée, asphyxiée par une situation dont certains pensaient qu'on ne pouvait pas en sortir* », affirme l'ambassadeur. Il se félicite des étapes majeures déjà franchies, qui se sont traduites par le retour à l'ordre constitutionnel après la tenue des récentes élections présidentielles et législatives. « *Le chemin, c'est vrai, n'est pas totalement terminé, puisqu'il y a encore les communales qui déboucheront sur les sénatoriales. Mais enfin, nous avons fait 90% du chemin et nous sommes très satisfaits de l'aboutissement de la situation* », se réjouit-il. Les propos tenus par l'ambassadeur ont provoqué de vives réactions dans les médias, qui accusent une nouvelle fois la France d'ingérence dans les affaires malgaches. *La Nation* s'étonne

⁵ Cf. l'interview de l'ambassadeur de France par *L'Express* : <http://p7.storage.canalblog.com/78/91/448497/96013758.pdf>

de l'absence de réaction du pouvoir, un silence qui pourrait s'expliquer, selon le quotidien, par la « *présence massive de binationaux et de métis* » au sommet de l'administration malgache.

12/05 - Hery Rajaonarimampianina admet que régler les dossiers sur les Îles Eparses est une tâche ardue, mais « *quand on revoit de près le déroulement des négociations, c'était Paris, pendant le régime de Chirac, qui demandait en premier la cogestion. De ce fait, il y a une place pour des négociations* », estime-t-il, avant d'annoncer qu'il reprendra les pourparlers lors de son entretien avec le président français lors de leur rencontre annoncée pour cette année. Le chef de l'Etat a manifesté l'importance des Îles Eparses, non seulement pour leurs réserves naturelles, mais également pour leur emplacement stratégique. En attendant les démarches de l'État malgache, les îles Eparses, dont l'îlot de Juan de Nova, ont déjà fait bénéficier à l'État français de la somme de 75 millions de dollars pour la délivrance de deux permis d'exploration à des compagnies pétrolières, note *Tribune*.

► Divers

03/05 - Forces armées : Les généraux André Ndriarijaona, chef de l'état-major général de l'armée (Cemgam) et Richard Ravalomanana, commandant de la gendarmerie nationale, limogés. Ils sont remplacés respectivement par le général Rakoto François Rodin et le général Rasolofonirina Béni Xavier. Pour *Midi*, ces limogeages étaient prévisibles dans mesure où ces deux hommes, nommés par Andry Rajoelina, ont particulièrement servi son régime. Pour *Tribune*, l'arrivée de ces nouvelles têtes marque la fin de la transition. Le changement touche également le ministère de la défense : le général Poton Veloarisoa est nommé secrétaire général tandis qu'au secrétariat d'État chargé de la gendarmerie le général Nirina Jeannot Ralison est nommé coordonnateur général des programmes. Le chef de l'Etat a pris son temps pour décider de ces limogeages, conscient des risques encourus pour la préservation de la cohésion des forces de l'ordre. L'objectif du pouvoir est clair : donner une nouvelle image aux forces armées et redonner confiance à la population dans le but de restaurer l'État de droit et l'autorité de l'État. Conscients de l'incertitude qui pesait sur leur sort, les généraux Ravalomanana et Ndriarijaona avaient gardé leurs distances par rapport au nouveau président, ils se sont rarement affichés à ses côtés depuis son investiture. Pour *La Gazette*, ces nominations pourraient être dictées par la volonté du chef de l'Etat « *de rompre avec ses anciens amis de la Transition, afin de faire un clin d'œil à la communauté internationale* ». Le général Ndriarijaona, avec le lieutenant-colonel Andrianasoavina, ont mené la mutinerie militaire de 2009 qui avait été fatale à Marc Ravalomanana. Le général Ravalomanana, surnommé « *général Bomba* » par les partisans de l'ex-président, avait réussi à neutraliser les différentes manifestations menées par les pro-Ravalomanana au début de la période transitoire.

« **Regagner la confiance du peuple en l'armée** », est l'objectif affiché par le nouveau Cemgam. Pour ce faire, le général Rasolofonirina a déclaré que « *les responsables des forces armées doivent désormais montrer l'exemple et rompre avec les anciennes pratiques 'du fais ce que je dis et non ce que je fais'* ». Pour ce qui est des militaires toujours incarcérés ou impliqués dans les diverses péripéties de la Transition, le général Rasolofonirina déclare que « *des balles et des armes ont disparu durant ces événements. Aussi un conseil d'enquête indépendant sera mis en place pour étudier les cas des militaires concernés* ». Ce sera ce conseil qui évaluera si les sanctions à l'encontre des militaires en cause seront maintenues ou levées. Cela ne concerne toutefois que les peines militaires, a-t-il précisé.

06/05 - Lors de la passation de service, le général Richard Ravalomanana a affirmé que la sortie de crise est en grande partie due à la vigilance des forces de l'ordre. « *Jusqu'à maintenant, il y a ceux qui ne savent pas qu'avant le premier et le second tour des élections, il y a eu des militaires gradés qui se sont réunis pour orchestrer des troubles. Sans l'engagement et la prise de responsabilité dont les trois entités des forces de l'ordre ont fait preuve, en l'occurrence la gendarmerie, la crise se serait encore enlisée jusqu'à maintenant. Nous avons pu contrecarrer cinq cas de mutineries fomentées par des officiers généraux. Ajoutez à cela les bombes artisanales. À un certain moment, notamment avant la tenue du second tour des présidentielles, des ayant voix au chapitre au sein des forces de l'ordre et des officiers en étaient venus jusqu'à distribuer des cartes électorales, afin de botter en touche des candidats et d'annuler au passage les résultats dans certaines circonscriptions. Fort heureusement, ce plan n'a pas réussi grâce à l'efficacité, la volonté et au professionnalisme que nos hommes ont montré* », a-t-il déclaré, sans apporter plus d'informations sur ce qu'il est advenu de ces militaires incriminés. Le général a souhaité que son successeur « *ne subisse pas les pressions* » qu'il aurait endurées. Il a notamment cité la lutte contre la corruption au sein de la gendarmerie, mettant l'accent sur les tentatives de trafic d'influence de certains hauts responsables qui insistent pour que leurs proches soient admis dans les écoles. « *Nous avons fait des efforts pour rehausser le niveau des élèves gendarmes. Seuls les méritants ont été admis. De même pour les avancements* ». Reste pour *L'Express* un bilan en demi-teinte dans la lutte contre l'insécurité, et notamment l'éradication des dahalo. « *Actuellement, nous pouvons constater que les gendarmes ne reculent plus devant les dahalo, qu'importe leur nombre. Un fait dû à l'amélioration de leur savoir-faire* », a-t-il toutefois fait valoir.

06/05 - Selon *Midi*, Andry Rajoelina se lancerait à la reconquête de la capitale où il a été élu maire en décembre 2007, avec 63,3% des voix. L'ancien président de la Transition ferait ce choix pour ne pas être oublié de l'opinion publique, en vue de la présidentielle de 2018. « *Les pro-Rajoelina vont jouer sur la fibre sentimentale des tananariviens qui se rangent toujours du côté des « victimes » du pouvoir. Ne voulant pas attendre 2018, certains partisans veulent rééditer le mouvement populaire de 2009 une fois Andry Rajoelina réélu maire d'Antananarivo* », écrit le quotidien. Andry Rajoelina aurait renoncé à prendre la tête de l'opposition, laissant cette fonction à Christine Razanamahasoa, qui deviendrait à ce titre la 7^{ème} vice-présidente de l'assemblée nationale. L'ancienne ministre de la justice, présidente déchue de l'assemblée, s'est vue confiée la coordination du Mapar, en remplacement de Maharante Jean De Dieu qui a trahi la cause en acceptant d'être nommé ministre du gouvernement Kolo.

08/05 - Élections communales : un scrutin de liste en gestation. La CENI-T compte soumettre des avant-projets de texte au gouvernement. Selon les explications du vice-président de la CENI-T, il n'y aura pas d'élections séparées du maire et des membres du conseil municipal. « *Les électeurs choisiront entre des listes. C'est la liste qui aura obtenu le plus grand nombre de voix qui sortira le maire* » a-t-il expliqué. Pour ce qui est des conseillers municipaux, « *la règle de la plus forte moyenne* » devrait être proposée. À l'instar des législatives, le quotient électoral sera une nouvelle fois de mise. La feuille de route prévoit que la commission électorale transitoire se charge également des élections communales. Le sort de la CENI-T dépend cependant de la décision de l'exécutif. En attendant d'être fixée sur son sort, l'institution prend les devants. Une initiative qui pourrait s'expliquer par le fait que les fonds du Pacem risquent de ne pas être disponibles indéfiniment. Raison pour laquelle le scrutin communal devrait avoir lieu dès cette année, en saison sèche, avant le 30 novembre. Les législatives partielles, dont la CENIT aura également la responsabilité, auront lieu le 29 août.

09/05 - La juriste Sahondra Rabenarivo alerte dans *Tribune* sur l'urgence de mettre en place toutes les institutions de la IV^{ème} République, « à moins d'accepter une République bancale ». Pour organiser les élections communales en octobre 2014, il faudrait que le décret convoquant les électeurs sorte en juillet 2014 car tout report des communales consisterait en un report de la mise en place du sénat, dont les 2/3 des membres sont élus par les collectivités territoriales décentralisées (communes, régions et provinces) et 1/3 nommés par le président de la République. Initialement, il était prévu le jumelage des élections communales et régionales. Un retard dans la mise en place du sénat aurait pour conséquence de reporter la mise en place de la HCC, dont la chambre haute doit désigner deux des neuf membres. La cour actuelle n'a été que partiellement renouvelée. Certains de ses membres ont siégé bien au-delà du mandat non renouvelable de 7 ans prévu par la Constitution. La mise en place de la haute cour de justice (HCJ), composée de 11 membres, dépend également de la mise en place du sénat, qui doit désigner deux de ses membres. La HCJ devrait être installées dans les 12 mois à compter de l'investiture du président de la République.

12/05 - Les partisans de Marc Ravalomanana s'impatientent. 100 jours après son entrée en fonction, le nouveau président n'a encore rien révélé de ses intentions quant au retour de l'ancien président, déplorent-ils. Ils s'interrogent sur la nature de l'éventuel « *deal* » que les dirigeants de la mouvance auraient contracté avec le président de la République sur cette question. Pour eux, si Marc Ravalomanana a accepté de cautionner le nouveau régime contre un siège seulement au sein du gouvernement, c'est parce que le chef de l'Etat aurait promis le retour immédiat de l'ancien président. Ils s'interrogent également sur les raisons de la présence du ministre Roland Ravatomanga au sein du gouvernement Kolo et de Me Hanitra Razafimanantsoa (vice-présidente), ainsi que de Guy Rivo Randrianarisoa (questeur) dans le bureau permanent de l'assemblée. Les militants attendent en outre des précisions sur la question du redémarrage du groupe Tiko.

DROITS HUMAINS - GOUVERNANCE

► Santé publique

01/05 - Le taux de mortalité dû au paludisme reste important dans les hôpitaux. Le paludisme constitue encore un problème de santé publique. L'automédication reste fréquente dans les localités éloignées des centres de santé de base. La maladie est passée de la 3^{ème} à la 8^{ème} place en termes de morbidité mais des efforts restent encore à accomplir : le taux de mortalité était encore de 18% dans les hôpitaux publics de la capitale en 2012. De 20 à 50% de la population ne peut bénéficier des actions de prévention et de dépistage organisées par les centres de santé de base en raison de leur isolement. Le budget alloué par l'Etat à cette lutte ne couvre que 10% des besoins en termes de prévention et de prise en charge. Il a connu une hausse de 10% par rapport à l'année précédente mais reste très insuffisant. Les bailleurs de fonds,

entre autres, le Fonds mondial, President's malaria initiative (PMI), l'USAID... viennent chaque année à la rescousse pour combler le déficit.

09/05 - La Croix Rouge (CRM) mobilisée dans la lutte contre la peste. En un mois, quelque 5.000 ménages ont été touchés par ses volontaires dans le cadre de ces activités de sensibilisation, d'information et d'assainissement. Leurs interventions ont été concentrées, en concertation avec le ministère de la santé publique, sur les 5 districts récemment touchés par l'épidémie. La CRM compte plus de 14.000 volontaires et 35.000 membres sur tout le territoire national.

13/05 - L'hôpital « Manara-penitra » de la capitale, fierté d'Andry Rajoelina, devenu un éléphant blanc. Le nombre des consultations baisse progressivement. Inauguré juste avant le départ du président de la Transition, l'hôpital risque de devenir inutile. Les patients n'ont pas confiance. L'organisation laisse à désirer, les locaux sont inadaptés. D'après un médecin de l'hôpital universitaire HJRA, c'est l'équipement du service ORL qui a été déplacé à l'hôpital Manara-penitra, censé être « *aux normes internationales* ». Pour le moment, seule une opération des amygdales a pu s'y tenir. La même situation est observée dans tous les hôpitaux Manara-penitra construits à travers le pays. « *Il fallait d'abord penser au personnel au lieu de déboucher le personnel des autres établissements publics* » affirme un médecin. Une illustration des dépenses futiles du régime de Transition, pour *La Nation*.

13/05 - Pollution de l'air : la ville d'Antananarivo parmi les plus touchées. Le dernier rapport de l'OMS sur la pollution aux particules fines indique que sur les 1.600 plus grandes villes du monde, seul un tiers se situe en-dessous du seuil limité conseillé. L'Asie et le Moyen-Orient sont particulièrement touchés, mais l'Afrique n'est pas en reste avec des pays comme Madagascar, l'Egypte et le Botswana. Les particules fines, notamment celles produites par les moteurs diesel, provoquent des maladies cardio-vasculaires, des troubles respiratoires et des cancers du poumon. La pollution de l'air dans la capitale ne date pas d'hier. Ce phénomène est lié essentiellement au transport, à l'industrie, aux déchets urbains, à l'utilisation et production d'énergie dans les ménages et aux feux de brousse. Le mauvais entretien ou l'ancienneté des véhicules qui circulent encore dans la cité augmentent les émissions de particules polluantes, notamment dans les tunnels. Le ministre des ressources stratégiques reconnaît en outre la mauvaise qualité du carburant actuellement proposé aux automobilistes.

► Education

12/05 - Mise en œuvre d'un programme de re-scolarisation à partir du 15 juin. Il concerne les individus ou les enfants de moins de 15 ans qui ont abandonné l'école sans avoir décroché le CEPE. Après une campagne de sensibilisation et un recensement, le ministère de l'éducation nationale dispensera des séances de remise à niveau pour qu'ils puissent reprendre les chemins de l'école dès la prochaine rentrée. Quant aux individus de plus de 15 ans, il leur sera proposé une formation professionnelle. *Tribune* doute de l'efficacité de ce projet car nombre d'enfants abandonnent l'école en cours d'année scolaire pour subvenir aux besoins de la famille ou parce qu'ils n'ont pu se procurer les effets scolaires indispensables.

► Retour des exilés, prisonniers politiques, justice, gouvernance

02/05 - Brian Currin, avocat Sud-africain de Marc Ravalomanana, en mission à Madagascar pour préparer les modalités du retour de l'ancien chef de l'État. Une demande d'audience a été déposée auprès de la présidence. Selon Stanislas Zafilahy, bras droit de Marc Ravalomanana, il doit rencontrer également Roger Kolo et la ministre de la justice, Noeline Ramanantenaso. Le retour de Marc Ravalomanana devrait être conjointement préparé par la SADC et le pouvoir en place. La ministre de la justice a fait savoir qu'elle n'interviendra pas dans le traitement de ce dossier, déjà entre les mains des magistrats. Selon *Midi*, au cours de son séjour Brian Currin n'aurait pas pu rencontrer le chef de l'Etat ni la ministre de la justice. Il n'aurait été reçu que par le premier ministre. Rien ne semble donc encore acquis concernant le retour de l'ancien président, conclut le quotidien.

13/05 - Guy Rivo Randrianarisoa, questeur chargé de la bonne gouvernance et de la transparence, déclare que Hery Rajaonarimampianina se doit de trouver dans les 6 mois une solution pour le retour de Marc Ravalomanana. Selon son porte-parole, un accord a été conclu en ce sens avec la mouvance en contrepartie du soutien apporté au nouveau président. L'accord portait également sur la libération des détenus politiques et la réouverture des médias fermés. « *Si ce qui a été discuté n'est pas respecté nous allons revoir notre position* » a-t-il lancé. Roland Ravatomanga, ministre de l'agriculture et chef de file de la mouvance Ravalomanana, aurait affirmé qu'une rencontre avec Roger Kolo et le Chef de l'Etat serait prévue incessamment pour aborder la question du retour de l'exilé d'Afrique du Sud.

09/05 - L'association «Maherifon'ny firenena 2009 » recense encore 16 détenus politiques dont 11 militaires et 5 civils mis en cause dans les affaires BANI, FIGN, RFI, bombes artisanales et 7 février 2009. Quatre détenus ont été libérés fin avril. Les familles invitent le chef de l'Etat à solder ce dossier.

10/05 - La justice malgache au fond du classement mondial établi par le Pnud. La Grande île occupe la 131ème place sur 141 pays, avec une note de 2,9/7, avec mention particulière pour son absence d'indépendance. « *Il est impératif d'identifier les dysfonctionnements à l'origine du manque de confiance de la population envers la justice pénale exprimé à travers entre autres la prolifération des cas de justice populaire rencontrés récemment* », déclare le représentant du ministre de la justice, Jean Emile Andianasolonjanahary, lors d'un atelier sur les dysfonctionnements de la chaîne pénale organisé par le Pnud. La faible concertation entre officiers de police Judiciaire et officiers de police judiciaire, ainsi que la faiblesse des enquêtes constituent les principaux dysfonctionnements fonctionnels. L'absence de politique nationale de prévention de la violence et de la criminalité, l'existence de Dina non homologués sont aussi citées comme causes de dysfonctionnements.

08/05 - Blanchiment d'argent : soupçonné d'être impliqué dans une affaire de blanchiment d'argent et de trafic d'or, le chef de la communauté Khoja (indo-pakistanaise) a été placé sous mandat de dépôt par la cour pénale. « *De hautes personnalités se démèneraient pour le faire libérer* », écrit *L'Express*, qui confirme le lendemain que la libération est intervenue. Une personnalité serait venue le chercher à la sortie de l'établissement pénitentiaire avec son propre véhicule.

09/05 - Création d'une association privée anti-corruption indépendante. Hery Nambinina Rafenomana-na, est le président de l'« Association informateur privé à Madagascar » (AIPM), qui entend « *montrer le chemin à tous ceux qui ont besoin d'aide, de façon gratuite* ». « *L'AIPM n'a rien contre le Bianco. Cependant, au fil du temps, il se pourrait qu'elle devienne sa concurrente* », a-t-il confié. L'association est composée d'une trentaine de juristes qui vont conduire dans un premier temps des actions de sensibilisation et d'orientation des personnes victimes de corruption.

14/05 - Le recrutement du futur directeur général du Bianco entre dans sa phase finale. 5 postulants ont été retenus ; au final, 3 noms seront présentés au chef de l'Etat pour qu'il fasse son choix. La loi de 2004 sur la lutte contre la corruption prévoit que le DG de l'organe anti-corruption soit nommé « *pour un mandat de cinq ans non renouvelable* ». Près d'une cinquantaine de dossiers de candidature ont été reçus par le comité de recrutement. Un collège qui, en principe, doit être présidé par le président du comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI). Un poste occupé auparavant par le général Herilanto Raveloharison, désormais ministre de l'économie et de la planification. L'officier s'est retiré de la présidence du comité une fois nommé au gouvernement. Il a été remplacé par Monique Andreas Esoavelomandroso, membre du CSI. Pour en arriver à la « *short-list* » de 5 personnes, le comité est d'abord passé par l'interview de 10 candidats retenus sur la cinquantaine de prétendants. Pour les 5 sélectionnés, une enquête de moralité est en cours. Les casiers judiciaires des candidats seront également passés au peigne fin. Avant de prendre sa décision, le chef de l'Etat devrait procéder à une interview des trois finalistes. Des observateurs font remarquer qu'en dépit des précautions prises, la nomination du DG du Bianco reste la prérogative du président, son indépendance n'est pas assurée.

15/05 - Un nouveau DG à la douane : Hajarizaka Raminomanana remplace Vola Razafidramiandra, en poste depuis 2009. Plusieurs dossiers chauds l'attendent. Le premier est l'urgence de colmater les brèches de cette administration dont la perméabilité a été flagrante durant la Transition, avec la prolifération des trafics en tous genres. Avec la politique de lutte acharnée contre les trafics que compte mettre en œuvre le gouvernement, la douane va se trouver en première ligne. Elle devra également se lancer dans la lutte contre les fraudes et fausses déclarations qui engendrent des manques à gagner considérables pour l'État. Elle devra également trouver un moyen pour renverser la tendance de la baisse continue des recettes douanières qui serait due à la politique des zones franches. La dématérialisation des formalités douanières devrait être accélérée pour mettre fin aux fraudes. « *Le vent de l'assainissement souffle au sommet de l'Etat* », écrit *Midi*, qui note que le conseil des ministres a adopté 26 limogeages et une quarantaine de nouvelles nominations aux hauts emplois de l'Etat.

► Recrudescence de l'insécurité, phénomène « dahalo »

01/05 - « Les régions Androy et Anosy à feu et à sang ! », titre *La Nation*⁶. Les événements qui se déroulent dans ces régions, où se multiplient les attaques de villages, ne relèvent plus d'actes de banditisme. Les effectifs d'assaillants, les armements dont ils disposent, leur supériorité offensive, évoquent plutôt des

⁶ Cf. Blog Justmad - <http://p5.storage.canalblog.com/56/25/448497/95800397.pdf>

actes de guérilla. Les dahalo donnent l'impression de vouloir défier la nouvelle équipe au pouvoir. Ils terrorisent les habitants de plusieurs districts du grand Sud ; massacres, viols et pillages sont devenus pratique courante. Les autorités locales civiles et militaires sont fréquemment mises en cause pour leur compromission. Les forces de l'ordre, sous-équipées, sont impuissantes à rétablir la sécurité et leurs interventions sont fréquemment à l'origine d'exécutions sommaires. Le quotidien évoque le cas de 60 éleveurs et paysans contraints de venir se réfugier dans une église avec leurs troupeaux. Des déplacements massifs de populations sont signalés dans le district d'Amboasary. Les rivalités de toutes natures sont exacerbées, des règlements de compte entre villages se généralisent et font craindre le pire. *« Le phénomène d'insécurité risque de déstabiliser sérieusement le nouveau régime. Si Hery Rajaonarimampianina ne maîtrise pas cette situation, comme le régime HAT auparavant, le peu de crédibilité dont il dispose risque de s'amenuiser davantage au fil des jours »*, redoute le quotidien.

03/05 - Le comité central de la FJKM préoccupé par la recrudescence de l'insécurité constatée à travers le pays. Cette situation, affirme-t-il, a un impact sur la vie de l'Eglise et sur la vie quotidienne des populations.

Des dahalo ont tué délibérément 5 enfants mineurs et 4 adultes dans le district d'Amboasary Sud, selon une source émanant de la gendarmerie, rapporte *La Nation*. Aucune enquête sérieuse n'aurait encore été menée pour faire la lumière sur cette affaire. Le quotidien s'offusque de l'indifférence du pouvoir central. Le nombre des morts rend apparemment insensibles les autorités à Antananarivo. Les habitants de la capitale eux-mêmes n'ont pas pris conscience de la gravité de la situation dans le Sud, alors qu'une grande partie de la viande bovine consommée provient, d'une façon ou d'une autre, des vols de bovidés. Si ces circuits mafieux étaient éradiqués, il pourrait en résulter une hausse sensible du prix de la viande sur les marchés de la capitale. *« Des innocents meurent et beaucoup de Malgaches souffrent pour que des citoyens puissent disposer de sa ration quotidienne de viande de bœuf »*, ajoute le titre.

A Antananarivo, on tue 400 zébus par jour dont 40% ont été volés, selon une enquête menée par Bilal Tarabey, journaliste à *RFI*⁷. A Ambalavao, le plus grand marché de zébus de la Grande île, personne ne peut réellement certifier qu'un zébu présenté n'ait pas été l'objet d'un vol.

05/05 - Ankazoabo : 17 dahalo tombés sous les balles des militaires. Ces derniers sont tombés nez-à-nez avec les bandits au moment où ils allaient regagner Toliara après avoir effectué une mission dans le district de Manja. Au terme de la fusillade, 170 têtes de bovidé ont été récupérées. Les malfaiteurs avaient frappé la veille dans le district de Morombe. Selon la gendarmerie, les assaillants étaient au moins 70, et bon nombre d'entre eux étaient armés fusils de chasse.

Pour l'agence de presse de l'océan Indien (APOI), la guerre dans le sud de Madagascar continue et a déjà fait des centaines de victimes. *« Si les chiffres qui remontent jusqu'à la capitale sont impressionnants, ils ne représentent pourtant qu'une partie du phénomène. Tous les jours des affrontements font rage un peu partout dans le sud avec des morts et des blessés sur trois fronts : les forces de l'ordre, les bandits et les villageois »*.

07/05 - Un affrontement entre des dahalo et les militaires de la 117ème compagnie de Betroka pour un vol des 300 bovidés a fait 23 morts. En prenant en tenaille la localité, la centaine d'assaillants ont exécuté un villageois et raflé au passage une centaine de bovidés. En essayant de tenir tête aux malfaiteurs, un chef de famille a été grièvement blessé. 20 malfaiteurs ont été tués ainsi que 2 militaires.

10/05 - Amboasary-sud : 180 bandits se sont heurtés aux forces de gendarmerie, après avoir incendié 25 foyers, et exécuté 5 villageois. 10 d'entre eux ont trouvé la mort. Attaqués à coups de grenades offensives par le groupe d'intervention mobile du groupement de gendarmerie de la région Anosy, 180 dahalo qui avaient brûlé 25 foyers dans ce village, ont subi de lourdes pertes. En se heurtant à ces gendarmes armés de Kalachnikov et de lance-grenades, leurs comparses terrifiés ont battu en retraite. Des accrochages avaient déjà eu lieu la veille dans ce village. Les bandits sont revenus sur les lieux pour se venger de la mort d'un des leurs, tué par le fokonolona. Le village a dû être évacué. Un convoi a conduit les familles déplacées à Ankazoabo. Cinq villageois ont été blessés à Ampanasamaina Ambositra. Ils se sont heurtés à 10 dahalo armés de fusils de chasse.

08/05 - Des gendarmes d'élite pour délivrer les zones rouges du Sud de l'emprise des dahalo. *« L'heure est grave. Des actions seront entreprises, pour contrecarrer les vagues d'attaques de bandits de grand-chemin, qui ont fait sombrer dans la terreur des zones sensibles du Sud de la Grande île »*, a souligné le général Paza, secrétaire d'État chargé de la gendarmerie nationale. Des éléments surentraînés seront

⁷ Cf. la vidéo postée sur le site du quotidien le Daily : <http://ledaily.mg/madagascar-dahalo-magnifique-aventure-dans-le-grand-sud-de-ile/>

envoyés sur le champ de bataille. « *Ce ne sont pas les effectifs qui manquent. En revanche, il faut des moyens matériels et financiers. C'est le conseil des ministres qui va en décider* », a-t-il annoncé. Les gendarmes qui seront dépêchés seront triés sur le volet dans les formations spécialisées, à l'instar des compagnies d'intervention (CSI) d'Ivato et de Sakaraha, du groupe de sécurité et d'interventions spéciales (GSIS) et des forces d'intervention de la gendarmerie nationale (FIGN). Ils suivront des formations complémentaires de commandos. Ce projet s'inscrit dans la politique générale de l'État. La sécurisation du grand Sud bénéficie du soutien du président de la République, affirme-t-il. « *Ses appuis porteront notamment sur une dotation en matériels. Nul n'est censé savoir que la grande partie de l'arsenal des forces malgaches a été produite pendant la grande guerre, et même les infrastructures sont devenues vétustes* », a confié le numéro un de la gendarmerie. « *Des armes plus modernes sont attendues pour cette opération* », poursuit-il. Le général François Rodin Rakoto, commandant de la gendarmerie nationale, concède que l'insécurité dépasse actuellement les possibilités des brigades et des compagnies ayant la compétence territoriale dans ces zones sensibles. La stratégie est à mettre en œuvre dans les 3 mois, après validation du gouvernement. Une stratégie à long terme sera également arrêtée.

11/05 - Dans le district d'Amboasary Atsimo la population lance un appel de détresse aux responsables politiques. La situation sécuritaire ne cesse de se dégrader, avec plus d'une centaine de toits partis en feu tout récemment. Un député élu de cette région a annoncé publiquement la mort d'une soixantaine de civils à Amboasary Sud. Une information démentie par la gendarmerie nationale.

12/05 - Lancement d'une opération de gendarmerie dans le Sud. 150 gendarmes sont envoyés en renfort pour lutter contre les dahalo. 50 gendarmes sont déjà sur place, venus de Taolagnaro et 100 autres sont en route depuis la capitale. Cette force doit se répartir entre la ville de Betroka et Amboasary Sud. Le nouveau commandant de la gendarmerie nationale, le général François Rodin Rakoto, qualifie cette opération de « *coup d'arrêt* ». Pour le secrétaire d'Etat à la gendarmerie nationale, le général Didier Paza, ces 150 hommes sont une force « *dissuasive* », chargée de « *sécuriser la population avant tout* », « *d'appréhender les voleurs de zébus mais pas de tuer n'importe comment* ». Le premier ministre annonce qu'un conseil journalier se tiendra pour contrer l'insécurité dans le Sud. L'opération pourrait durer 3 mois et nécessitera un budget de 100 millions Ar. Les responsables de la gendarmerie nationale pointent du doigt le « *blanchiment de bovidés* » orchestrés par des membres de l'administration qui favorisent les activités des dahalo. *RFI* rappelle que la dernière opération du genre avait fait couler beaucoup d'encre. En 2012, l'opération spéciale Tandroka avait été accusée d'avoir commis des exactions contre les civils, dénoncées notamment par Amnesty International.

13/05 - La France note une nouvelle diminution des moyens sécuritaires à Nosy Be. Un éventuel assouplissement des recommandations aux voyageurs est écarté dans l'immédiat. L'île aux parfums reste encore, et pour une durée indéterminée, un paradis classé fortement à risque en matière de sécurité. François Goldblatt, ambassadeur de France, reste inflexible sur la question, estimant que la concrétisation des engagements pris par les autorités en matière de sécurité ne sont pas tenus. « *Nous ne pouvons pas jouer à la roulette russe sur la sécurité de nos compatriotes* », déclare-t-il, dénonçant au passage des propos qui semblent minimiser « *les actes barbares et la mise à mort méthodique et calculée de ses compatriotes par une foule calme et qui n'était pas en délire* ». Les pressions et les intérêts économiques ne suffiront donc pas à faire changer d'avis la France avant la haute saison touristique.

13/05 - Un violent accrochage est survenu entre les habitants de deux Fokontany, sur la commune de Maromby, district d'Amboasary Atsimo, région Anosy. Le BNGRC fait état de 22 décès, 3.000 sans-abris, hébergés chez des voisins ou des proches, 125 cases incendiées et 275 cases détruites. Quelques 4.000 têtes de zébus ont été volées. La Région Anosy a octroyé 100 sacs de riz pour les sans-abris déplacés et fourni des tentes. La scène, décrite par la gendarmerie nationale d'Amboasary Atsimo, le chanteur D'Garry, originaire du Sud, ainsi que par le bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC), ressemble à celle qui se déroule aujourd'hui au Soudan du Sud ou en RCA. 100 éléments de la FIGN sont arrivés dans le district en renfort des forces de l'ordre pour rétablir la sécurité et un autre contingent de 100 éléments attendent les décisions pour appuyer le rétablissement de l'ordre et le maintien de la paix entre les deux villages. Pour D'Garry, la corruption et l'impunité des malfrats sont à l'origine de la situation. Les commentaires font allusion à des intérêts divergents entre communautés : l'une tire ses ressources de l'exploitation du sous-sol (pierres précieuses tel le saphir et le mica) et qui les place pour partie dans l'élevage, et l'autre qui convoite ces richesses du sous-sol et souhaite expulser les migrants qui profitent des terrains de parcours de leur cheptel. *La Nation* s'étonne du silence de la communauté internationale face à ces événements.

14/05 - Une soixantaine de malaso attaquent un marché dans le district d'Ihorombe. Les 4 gendarmes dépêchés sur place n'ont pas pu faire face à la situation, l'un d'entre eux a péri durant les affrontements et un autre est gravement blessé. *La Nation* rappelle que de nombreuses communes reculées subissent le

même sort. Le manque d'effectif de la gendarmerie ainsi que l'éloignement des brigades favorisent l'impunité.

14/05 - Suite à une attaque de dahalo à Antsalova, un civil a été tué, un autre blessé. Deux dahalo ont également perdu la vie durant l'assaut contre les militaires. Les parents d'élèves craignent le retour de ces bandits et hésitent à envoyer leurs enfants à l'école.

► Médias, liberté d'expression

03/05 - Journée mondiale de la liberté de la presse : à Madagascar, une presse aux mains d'intérêts privés, note RFI. Selon le dernier classement de RSF, Madagascar se situe plutôt parmi les bons élèves : le pays se classe 81^{ème} sur 180. C'est mieux que des pays comme la Grèce ou la Côte d'Ivoire par exemple. Ce classement de RSF se base sur des critères comme la sécurité physique des journalistes, l'ingérence du pouvoir ou encore le degré d'autocensure. Mais à Madagascar, si la liberté d'opinion est réelle, la réalité est plus complexe. Les organes de presse appartiennent tous à des hommes politiques ou des opérateurs économiques qui défendent leurs intérêts. Mais surtout, les journalistes sont sous-payés. Une large partie (parfois la moitié) de leur salaire mensuel vient des « *indemnités de déplacement* », une enveloppe que leur remettent les ministères et les entreprises, systématiquement, après chaque conférence de presse. On appelle cette enveloppe « *la felaka* », littéralement « *la gifle* ». Tous les journalistes disent la même chose : ils sont obligés d'accepter cette enveloppe, parce qu'ils sont sous-payés. Le salaire d'un journaliste, y compris dans les grands journaux, varie de 50 à 100 euros par mois. Une journaliste raconte que cette enveloppe est faite pour influencer ses articles mais qu'en réalité sa liberté d'expression s'arrête où commencent les intérêts de son patron. Rocco Rasoanaivo, président du syndicat des journalistes, lui-même directeur du quotidien *La Nation*, le reconnaît : la liberté d'expression est soumise aux « *caprices* » des patrons de presse, qui sont toujours des hommes politiques, des opérateurs économiques, voire les deux. Et selon lui le problème, c'est l'investigation : impossible d'enquêter en profondeur sur certains sujets comme la corruption ou les trafics de bois de rose. Ce journaliste confirme : « *même si j'ai été témoin visuel de quelque chose d'illégal qui implique un homme politique ou un opérateur puissant, je ne citerai pas son nom. Parce que ma parole, en face de lui, ne vaut rien* ».

Le comité central de la FJKM revendique la réouverture de radio Fahazavàna, fermée par le régime de Transition en 2010. C'est au soir de la mutinerie de la FIGN que la station avait été fermée et que quelques employés avaient été emprisonnés. D'anciens salariés avaient rencontré le premier ministre Jean Omer Beriziky en 2013, pour évoquer la réouverture mais le chef du gouvernement avait fait valoir que le ministre de la communication s'y opposait fermement.

06/05 - « Le ministre de la communication ne rassure pas les journalistes », titre Madonline. Interpellé par les journalistes et l'Eglise FJKM à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le ministre a affirmé que les dossiers des radios fermées durant la Transition, notamment celui de la radio Fahazavàna, seront réexaminés. Il n'a pourtant rien promis. Les associations et le syndicat des journalistes sont plutôt pessimistes, car Cyrille Reboza et ses collaborateurs semblent se référer à 10 stations de radio tout au plus alors que, selon les associations, près de 80 stations ont été fermées par le régime de Transition. Le ministre a conservé la majorité des collaborateurs de son prédécesseur, Rolly Mercia, honnis de la profession, ce qui ne contribue pas à rassurer la profession.

10/05 - L'ancien ministre de la communication, Harry Rahajason, alias Rolly Mercia, a repris ses fonctions de directeur général du groupe de presse de l'homme d'affaires Mamy Ravatomanga, proche d'Andry Rajoelina. Un groupe comprenant les quotidiens bilingues *Le Matin* et *La Vérité* et le quotidien en langue malgache, *Inona no Vaovao*.

Des opposants au nouveau régime revendiquent la réouverture de la place de la démocratie à Ambohitovo. Certains d'entre eux ont déjà entamé une démarche auprès de la commune d'Antananarivo et attendent avec intérêt les réactions du nouveau PDS, Ny Hasina Andriamanjato. « *La place de la démocratie se trouve bien loin du palais d'Ambohitsorohitra. Mais il est depuis fort longtemps interdit de s'y réunir* », déplore *La Nation*. Son accès a été interdit juste après avoir servi à mettre sur les rails le coup d'Etat de 2009.

ECONOMIE - SOCIAL - ENVIRONNEMENT

► Ressources minières et pétrolières, questions foncières

04/05 - La Grande île figure dans le Top 20 du « Mining in Africa Country Investment Guide 2014 » (MACIG). Un classement réalisé par le cabinet singapourien Global Business Reports suite à la conférence annuelle African Mining Indaba qui s'est tenue au Cap en février. Le MACIG est le résultat d'une compilation de données sur les investissements miniers récents et les sites opérationnels en Afrique.

06/05 - Perle Zafinandro porte plainte contre les abus de Rio Tinto, annonce *Le Daily*. Depuis son implantation à Taolagnaro, la multinationale qui exploite l'ilménite est sujette à controverse. Perle Zafinandro, présidente de l'association Fagnomba, s'est rendue à l'AG des actionnaires à Londres pour dénoncer les abus du groupe dans la région Anosy. Perle Zafinandro est à la tête de l'association qui ne cesse depuis 2010 de pointer du doigt les méfaits de Rio Tinto-QMM. Ces protestations l'ont conduit à passer 58 jours en prison en compagnie de quelques membres de Fagnomba en mars 2013. Elle s'insurge contre les injustices dont la population locale est victime. Ses accusations portent notamment sur l'accaparement des terres et la destruction de l'environnement. La présidente de Fagnomba sera assistée par Mamy Rakotondrainibe, membre de l'association Tany basée à Paris et qui a été l'une des premières à dénoncer les agissements frauduleux de Daewoo Logistics, sous la présidence de Marc Ravalomanana. La requête malgache est appuyée par Roger Featherstone de l'Arizona Mining Reform, coalition qui demande à Rio Tinto d'arrêter l'exploitation du cuivre dans une zone de grande valeur environnementale et culturelle pour les Apaches d'Arizona. Ceux-ci bénéficient également du soutien de l'union syndicale mondiale IndustriALL qui a déjà lancé des campagnes contre Rio Tinto.

03/05 - Le pétrole malgache objet de toutes les convoitises⁸. Exxon Mobil pense-t-il devenir le premier explorateur de pétrole de l'île Rouge ? C'est bien ce qu'on peut déduire des tractations qui se jouent sur l'exploration et l'exploitation de pétrole à Madagascar. Revenu en force dès le retour à l'ordre constitutionnel, le groupe américain joue des coudes pour développer ses activités à Madagascar. En témoigne, la réception faite au président nouvellement élu et le dîner qui s'est tenu en son honneur durant son séjour à Washington. Avec plus d'une quinzaine de sociétés en phase d'exploration pétrolière, Madagascar est devenu un pôle d'exploration et ce depuis plus d'un siècle. Si le pays n'en est toujours pas à sa phase de production, les estimations en cours parlent de milliards de barils disponibles dans les réserves pétrolifères du pays, que ce soit sur terre ou offshore. Madagascar dispose d'une vingtaine de blocs pétroliers occupés par des sociétés pétrolières tandis que plus de 240 attendent encore preneurs. Conscient de ce potentiel, Exxon Mobil, actif depuis quelques années déjà sur des gisements comme Ampasindava ou Cap Saint-André, a su se montrer plus insistant ces derniers mois. Suspendus en 2009, les travaux de prospection ont très vite repris depuis l'élection d'Hery Rajaonarimampianina, avec des travaux dont les coûts sont estimés à plus de 100 millions de dollars. Le 17 juillet 2013, Andry Rajoelina avait fourni à la compagnie le renouvellement des licences de ses différentes filiales. Un renouvellement qui ne sera certainement pas remis en cause puisque plus que Madagascar, ce sont les Etats-Unis qui ont besoin d'un retour à la normale de la relation entre les deux pays. Outre cela, Madagascar dispose depuis 1996 d'une des législations en la matière les plus attractives, avec des redevances minières de 1% pour les produits transformés sur place ou encore un impôt sur le bénéfice des sociétés pétrolières réduit à 25% (au lieu de 35%). Conscientes des enjeux, la société civile est montée au créneau fin mars pour demander à la compagnie d'être plus transparente sur ses activités, dans le cadre de la préparation de l'étude d'impacts environnementaux et sociaux du bloc de Mahajanga 2001, d'une superficie de 13.489km². Une transparence et une implication souhaitées notamment en termes de contrat, de paiement des taxes et redevances diverses mais aussi au niveau du recrutement du personnel, qui devrait, selon les associations, privilégier plus les nationaux et les locaux durant la phase d'exploration.

13/05 - Madagascar pourrait faire bientôt partie des pays producteurs de pétrole. Une étape a été franchie avec l'annonce de la société Madagascar Oil. Le gisement qu'elle explore dans l'ouest, à Tsimiroro, dans la région de Morondava, est une « *découverte commerciale* ». Il pourra donc, à terme, être exploité et les perspectives commerciales semblent satisfaisantes. Le gisement renfermerait 1,7 milliard de barils de pétrole lourd. La commercialisation et l'exportation prendront encore quelques années, mais pour le ministre chargé des ressources stratégiques, Joeli Lalaharisaina, une étape est franchie et elle permet aussi d'envoyer un message positif aux autres investisseurs : « *Il y a pas mal de compagnies qui ont voulu investir à Madagascar, mais qui ont hésité entre-temps. Donc, maintenant le moment est venu d'attirer les compagnies et de leur dire qu'à Madagascar, on a du pétrole actuellement* ». Plus de 83.000 barils ont été produits en un an à Tsimiroro. Des barils qui ont été stockés ou utilisés par l'entreprise elle-même. Une vente-test devrait commencer cette année sur le marché local.

14/05 - Le nouveau ministre des ressources stratégiques annonce l'élaboration d'une politique nationale des mines. Un état des lieux des permis est également prévu. Le ministre Joeli Valérien Lalaha-

⁸ Source : <http://actu-eco.com/2014/04/petrole-malgache-objet-de-toutes-les-convoitises/>

risaina déclare : « *En acceptant cette mission qui m'a été confiée, je suis guidé par quelques principes dont l'intérêt de la patrie, le professionnalisme, le développement durable et la préservation de l'environnement, la concertation avec tous les acteurs y compris le secteur privé, et le respect de la loi et des réglementations, nationales comme internationales* ». L'inventaire et la cartographie détaillée des gisements seront poursuivis, tandis que les recherches géologiques et géophysiques seront étendues. Pour la filière or, une structure d'encadrement spécifique sera mise en place pour assurer une gestion efficace. « *Nous allons également participer activement à la lutte contre le trafic d'or et de pierre précieuses. Les brigades minières et la police des mines seront renforcées* », précise-t-il. Le cadre légal et réglementaire qui régit le secteur des mines et hydrocarbures sera actualisé. Le ministre envisage de rationaliser l'exploitation du chrome et d'engager un processus de recyclage des minerais stériles obtenus avec l'exploitation des gisements de chrome, nickel, cobalt et manganèse par les compagnies Kraoma et Sherritt.

► Trafic de bois de rose et de ressources naturelles

01/05 - Des exportations massives de bois de rose dénoncées par un informateur, révèle *La Nation*. Ce dénonciateur gênant dont l'identité aurait été découverte, aurait reçu des menaces de la part des réseaux à l'origine de ces opérations frauduleuses. Les services de répression des trafics internationaux auraient procédé à la saisie de 6.000 tonnes de bois de rose sur un bâtiment ayant accosté dans le port de Singapour, pour une valeur estimée à plus de 78 millions de dollars, d'après les indications fournies par l'ex-premier ministre Jean Omer Beriziky à l'occasion de sa passation de service. Il s'agirait de la saisie la plus importante jamais réalisée. Un homme d'affaires indo-pakistanaï très connu dans la Grande île, également cité dans des affaires de trafics de drogue, serait l'un des cerveaux de cette filière mafieuse, selon le quotidien. Il aurait participé activement au financement des récentes élections. Se trouveraient également cités d'importants responsables étatiques et des magistrats en poste sur le littoral d'où sont exportés les rondins vers des destinations asiatiques en passant par des ports de l'Afrique australe. Le dernier conseil de gouvernement Kolo s'est emparé de ce dossier qui aurait soulevé la surprise et l'incrédulité des participants. Jusqu'à présent aucune interpellation n'a eu lieu. Les investigations se poursuivent, avec des concours internationaux. L'affaire constitue à n'en pas douter un test de la volonté du nouveau président d'éradiquer ce circuits mafieux jusqu'ici intouchables, conclut le titre.

02/05 - Vers la saisie des bateaux des armateurs. Le nouveau ministre de l'environnement, Anthelme Ramparany, prévoit une extension de la mission du comité de pilotage chargé de la gestion des stocks de bois de rose saisis en mettant en place une structure opérationnelle se chargeant de l'arrestation des trafiquants. « *Les partenaires techniques et financiers attendent le signal fort de l'administration pour pouvoir apporter leur appui en matière de lutte contre le trafic de nos ressources naturelles. Nous allons d'abord élaborer un projet de loi visant à saisir les compagnies maritimes qui assurent le transport des bois de rose illicites. Le navire de ces armateurs seront ainsi saisis et feront l'objet d'une vente aux enchères* », annonce-t-il. Des pourparlers sont en cours avec des pays comme la Tanzanie et le Mozambique pour rapatrier les rondins saisis dans leurs ports. « *Il faut trouver une autre solution via des négociations ou conventions internationales pour lutter contre le trafic. En effet, même si ces bois précieux sont désormais classés dans l'annexe II de la CITES, il y a des pays qui ne sont pas membres de cette organisation comme Zanzibar et le Mozambique. Les trafiquants effectuent ainsi une escale vers ces pays en vue de blanchir les bois de rose en provenance de Madagascar par le biais de nouvelles transactions avant de les réexpédier à destination de Hong-Kong* », ajoute-t-il. L'ambassadeur de l'UE a mis le gouvernement devant ses responsabilités : le rétablissement de la bonne gouvernance attendu par l'Europe passe par l'éradication de ces trafics.

08/05 - Le collectif citoyen « Madagasikara Soa » fait remonter l'origine du trafic de bois de rose à l'ère Ravalomanana. *Le Daily*, qui se réfère à un dossier publié sur son site en février 2008⁹, écrit : « *Entre 2004 et 2008, les saisies effectuées par l'État en matière de bois de rose auraient dû lui permettre d'engranger près de 200 millions d'euros. Or, à notre connaissance, aucune trace d'une telle somme ne figure dans les caisses de l'Etat* ». A l'origine de ces trafics, les cyclones, Elita et Gafilo qui ont frappé Madagascar en 2004, déracinant des milliers d'arbres, dont une grande partie de bois précieux. Le gouvernement Sylla a promulgué en octobre 2004 un arrêté autorisant quelques opérateurs du secteur à collecter, commercialiser et exporter le bois abattu. L'autorisation d'exploitation a pris fin officiellement le 30 mars 2005 mais la collecte, la commercialisation et l'exportation du bois précieux se sont poursuivies, cette fois-ci de façon illégale. Depuis, le gouvernement parle d'un trafic illicite alors qu'il est prouvé que la totalité des exploitants ont eu en leur possession des autorisations délivrées en bonne et due forme, établies par les autorités compétentes, notamment par le ministère de l'environnement. Les nombreux cas analysés par le collectif conduisent à affirmer qu'il s'agit d'une mise en scène bien ficelée à travers laquelle les acteurs s'interpellent, s'opposent, mais également s'entendent bien plus souvent qu'on ne le l'imagine. Le régime

⁹ <http://www.madagasikara-soa.com/filiere-bois-de-rose-entre-mythe-et-realite/#.UfeBarvTbBh.twitter>

récolte les lauriers de la lutte contre la corruption, de la lutte pour la préservation des richesses naturelles et présente ses trophées comme autant de preuves de son assiduité à suivre les recommandations des bailleurs de fonds en matière de lutte contre la corruption et de préservation de la nature. Dans toutes ces affaires, le Bianco a été inefficace, adoptant le plus souvent une posture laxiste dictée par des intérêts qui ont pour causes son rattachement direct à la présidence. Dans certains cas, il aurait même été un acteur à part entière du trafic. Les pouvoirs qui se sont succédé sont passés maîtres dans la manipulation de l'opinion nationale et internationale, conclut le collectif.

13/05 - Hery Rajaonarimampianina claque la porte aux trafiquants de bois de rose et dénonce la mainmise des réseaux mafieux. « *Ce dossier n'est pas chose facile parce qu'ils ont de l'argent et ils ont aussi le pouvoir. On les rencontre dans les institutions* », reconnaît le chef de l'Etat. *La Gazette* abonde dans ce sens, affirmant que l'un des barons du bois de rose, Jean-Pierre Laisoa dit Jaovato, siège à l'assemblée nationale. Or, paradoxe, cet élu a été le chef de file du comité de soutien de Hery Rajaonarimampianina dans le Nord-Est lors de la présidentielle, lui apportant un soutien financier. Elu député à Antalaha, Jaovato espérait obtenir un renvoi d'ascenseur du chef de l'Etat en se faisant désigner candidat au perchoir par la PMP. Il n'en a rien été, le président lui ayant préféré Jean-Max Rakotomamonjy lors des deux élections du bureau permanent. Et *La Gazette* d'affirmer que ce dernier, président national du Leader Fanilo, a été élu député avec le financement de Jaovato...

► Environnement, calamités

01/05 - La marée noire évitée en mer d'Émeraude. Le pétrolier Tromso, échoué le 17 avril dans la mer d'Émeraude au nord de Madagascar, a pu être remorqué, ce qui écarte tout risque de marée noire dans ce site touristique paradisiaque, ont indiqué les autorités maritimes. Le remorquage du bâtiment s'est bien déroulé et il se trouve actuellement dans un pont de mouillage sûr de la baie d'Antsiranana a indiqué le commandant de la base navale.

11/05 - La police des frontières et le service de contrôle du ministère de l'environnement, de l'écologie et des forêts ont saisi 521 tortues à l'aéroport d'Ivato. Un passager en partance pour Nairobi a tenté de les transporter frauduleusement dans ses bagages. Depuis 2012, 93 tortues à soc sur les 400 individus vivant en milieu naturel ont été saisies aux frontières et envoyées dans un site d'élevage tenu par l'organisation non-gouvernementale Durrell. Les autres étaient des Radiata (tortue étoilée), une espèce en danger critique d'extinction sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), inscrite à l'annexe I de la convention Cites.

► Bailleurs de fonds

01/05 - La procédure pour la levée des sanctions de l'UE est enclenchée et un premier décaissement du FED devrait être effectif fin 2014. L'information a été donnée à l'issue d'une rencontre entre la ministre malgache des affaires étrangères, Arisoa Lala Razafitrimo, et une délégation européenne. L'ambassadeur de l'UE, Léonidas Tézapsidis, a insisté sur les efforts à fournir en matière de bonne gouvernance. Madagascar devra fournir un état précis de ses besoins et définir ses priorités pour pouvoir bénéficier de cette aide. Une fois décidée la levée des sanctions prises en application de l'Accord de Cotonou, les fonctions d'ordonnateur national du FED seront transférées aux responsables malgaches. La ministre a réitéré la détermination du gouvernement à lutter contre le trafic de bois précieux. Des démarches ont été entreprises par le ministère afin d'obtenir la coopération des pays concernés, a-t-elle indiqué.

02/05 - Le Japon multiplie ses gestes en faveur de Madagascar. L'ambassadeur du Japon a offert 17 millions de dollars à l'État malgache. L'affectation de ce portefeuille n'a pas encore été définie, les deux parties doivent se concerter à ce sujet. L'enveloppe pourrait pour partie être employée à l'amélioration de la situation des finances publiques. Le diplomate espère que la sécurité pourra être rétablie sur tout le territoire, pour permettre la reprise des contacts avec les investisseurs. Le Japon s'est engagé à poursuivre son aide pour l'extension et la modernisation du port de Toamasina, travaux estimés à 240 millions de dollars.

07/05 - Le FMI accorde 30,55 millions de DTS, l'équivalent de 47,4 millions de dollars, pour un programme que la facilité de crédit rapide pourrait soutenir. Cet accord devrait passer devant le conseil d'administration du FMI en juin. Madagascar a des besoins urgents en termes de balance de paiement et en termes budgétaires pour éviter des perturbations économiques additionnelles. Un ensemble de mesures a été arrêté visant à améliorer les recettes fiscales et douanières, augmenter le financement des programmes d'investissements publics et de dépenses sociales, mettre fin à l'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et apurer les arriérés existants de manière graduelle, aborder le problème des subventions pétrolières tout en identifiant des mécanismes efficaces pour soutenir les plus vulnérables. Les deux parties ont également convenu d'une stratégie à moyen terme pour ramener l'économie malgache sur la voie d'une crois-

sance durable et inclusive. Des réformes qui encouragent la gouvernance et l'État de droit, l'égalité des chances pour le secteur privé et les entrées d'investissement ont été recommandées.

Le ministère de l'éducation discute avec les bailleurs de fonds pour sauver le système éducatif. L'octroi de subventions dépend de l'état des lieux dans chacune des directions régionales de l'éducation nationale, indique le ministre Paul Rabary, qui chiffre les besoins prioritaires à 187 milliards Ar. Trois points sont définis comme prioritaires : la réhabilitation et la construction de nouvelles salles de classe, la formation des enseignants, surtout les non-fonctionnaires, et l'allègement des charges parentales par la baisse, voire la prise en charge des frais d'inscription, de cantine scolaire et la dotation en kits scolaires.

15/05 - Le vice-président de la Banque mondiale pour la région Afrique en visite à Madagascar. C'est la première visite d'un haut responsable de la Banque mondiale à Madagascar après celle du président James Wolfensohn voici presque une décennie. Les discussions porteront sur les défis actuels de développement. Une visite historique qui témoigne de la normalisation des relations entre la Banque mondiale et Madagascar. Le groupe de la Banque, en collaboration avec le gouvernement et les partenaires au développement, prépare un nouveau cadre de partenariat stratégique qui définira le cadre d'intervention de la Banque. Le portefeuille de la Banque à Madagascar comprend 10 projets d'investissement pour un engagement total de 701,5 millions de dollars couvrant les secteurs de l'environnement, la réhabilitation des services de base et les infrastructures. Priorité sera donnée à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus démunies, notamment par l'accès à la santé et à l'éducation.

► Divers

01/05 - Privés de leurs bourses d'études depuis plus de deux ans, les boursiers malgaches en Chine attendent vainement la réaction du gouvernement. L'impact de ce problème financier va actuellement au-delà de leur impossibilité à payer leurs frais d'études et à régler leurs loyers, car faute de moyens deux étudiants gravement malades n'ont pas pu recevoir à temps les soins nécessaires. Les boursiers en Chine ont lancé un appel de détresse, resté jusqu'ici sans effet. D'autres étudiants sont frappés par les mêmes problèmes en Russie et en France.

02/05 - Bourses d'études impayées : les étudiants de l'université de Toliara bloquent la route nationale. Ils dénoncent un traitement discriminatoire entre étudiants originaires des différentes régions et réclament le paiement intégral de 11 mois de bourses. Le ministère a décidé de ne payer pour l'instant aux étudiants de Toliara que 5 mois, dont 2 mois sur 5 pour le compte de l'année universitaire 2012-2013 et 3 mois sur 6 pour le compte de l'année universitaire 2013-2014.

Hydroélectricité : la Chine s'intéresse à un projet chiffré à 200 millions de dollars. Le projet d'Ambodiroka, d'une puissance de 40,55 MW et relevant du Madagascar action plan (MAP), avait vu le jour en 2006, sous le régime Ravalomanana. Un protocole d'accord entre une société chinoise et le ministère en charge de l'énergie avait été signé en juin 2006 et le contrat le 25 octobre 2006. Les étapes qui restaient portaient sur la finalisation de l'accord de financement entre les gouvernements malgache et chinois et la réalisation de différentes études. Le projet avait ensuite été abandonné. Des opérateurs chinois reçus par le ministre de l'énergie ont fait part de leur intérêt pour la relance de ce projet situé sur le fleuve de Betsiboka, qui intéresse les régions de Maevatanana, et de Mahajanga mais qui pourrait également renforcer le réseau d'Antananarivo. La durée du chantier est estimée à 4 ans.

03/05 - Importation record de 187.000 tonnes de riz au premier trimestre 2014. Un volume qui représente le double des importations enregistrées au 1^{er} trimestre de l'année précédente. Ces importations ont permis d'alimenter le marché durant la période de soudure 2013-2014 et de compenser la forte baisse de production de 2013 mais elles pourraient peser sur les prix de la nouvelle récolte.

05/05 - La compagnie aérienne de Mamy Ravatomanga fermée. L'Aviation civile de Madagascar (ACM) a retiré le certificat de transport aérien (CTA) du milliardaire proche de l'ancien président de la Transition, Andry Rajoelina. Deux autres compagnies aériennes privées, Sky Service et Aéromarine, ont également fait l'objet de cette décision. Il s'agirait d'une mesure purement technique entrant dans le cadre de l'assainissement du secteur aérien malgache exigé par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

07/05 - La BNI Madagascar risque de tomber sous la coupe du consortium mauricien IOFHL, téléguidé en coulisse par un riche indonésien, qui n'a aucune expérience ni savoir-faire en matière bancaire, titre *La Nation*. Ses personnels et les petits actionnaires attendent de pied ferme la décision du Conseil d'Etat sur ce dossier sensible. Les responsables étatiques qui sont intervenus dans le dossier de vente des parts du Crédit Agricole ont tous donné champ libre à ce magnat, de même que la commission de

supervision bancaire et financière (CSBF). Même la SFI, filiale de la Banque mondiale, qui détient 10 % des actions de la BNI, a voulu vendre en catimini ses parts au *karana* mauricien. Pour le quotidien, la BNI risque de servir de machine à laver d'argent sale. L'opinion s'interroge sur la nature de l'influence exercée par ce groupe sur les autorités malgaches.

08/05 - Affaire BNI : le conseil d'État prononce hier son verdict : l'autorisation préalable émise par la Commission de supervision bancaire et financière le 5 septembre 2013, confirmée par l'autorisation définitive du 31 mars pour la prise de participation du consortium IOFHL, est approuvée par le Conseil d'État. Les requêtes individuelles des petits actionnaires pour l'annulation de cette lettre du 5 septembre 2013 ont été rejetées. La décision finale du conseil d'État met fin à la suspension de la vente d'actions. Le consortium d'Hassanein Hiridjee détient 50% des actions. A savoir, 40% qui ont appartenu au crédit agricole, et 10% qui ont été cédées par la SFI. Selon *Midi*, Ciel Investment Ltd, qui fait partie du consortium mauricien Indian Ocean Financial Holdings Ltd (IOFHL), vient d'ouvrir son capital à de grands investisseurs européens, qui sont tous des références dans leurs domaines d'activité respectifs. « *Dans le contexte actuel, le groupe CIEL est en passe de devenir un partenaire de référence dans la région océan Indien et la BNI sortira renforcée par la présence de ces grands investisseurs* », se félicite le quotidien.

14/05 - La liquidation de la banque industrielle et commerciale de Madagascar (BCIM), alarme ses clients. Ils sont plus de 2.000 à voir leur argent bloqué depuis une semaine, depuis que les autorités de contrôle bancaire ont retiré l'agrément de l'établissement dont l'actionnaire majoritaire est un homme d'affaires qui a la double nationalité hongkongaise et malgache. Les clients ont découvert avec surprise les portes de leur agence fermées. La banque a été mise en liquidation. Plusieurs d'entre eux ont constitué un collectif qui multiplie les actions auprès du tribunal de commerce et des autorités, jusque devant le domicile du président de la République. « *Qu'on arrête cette liquidation, qu'on trouve des solutions. Partout dans le monde, quand il y a eu des banques en difficultés, il y a eu sauvetage des banques. Il y a plusieurs moyens, mais il faut d'abord qu'on ait la volonté politique de ne pas tuer cette banque* », déclare la présidente du collectif. Un liquidateur a été désigné. Les autorités restent silencieuses sur le sujet. Selon *Midi*, Andry Rajoelina aurait décidé de récupérer politiquement cette affaire en se proposant d'y apporter une solution à titre humanitaire. Une démarche qui pourrait aboutir, l'ancien président de la Transition ayant des relations avec le milliardaire chinois, le Dr Hui Chi Ming, actionnaire majoritaire de la BICM.

09/05 - Au moins deux projets de construction d'une autoroute payante entre Antananarivo et Toamasina sont actuellement en compétition, révèle *La LOI*. L'un d'eux est promu par des investisseurs chinois, tandis que l'autre est le fait du groupe Assist développement, dont le PDG est le Français installé de longue date à Madagascar Alain Moyon. Ce dernier a présenté ce dossier à Hery Rajaonarimampianina. Il appartient à un total de 14 projets, dont 9 concernent l'hydro-électricité et un serait cette autoroute à péage qui ferait 100 km de moins que la route actuelle, ce qui permettrait d'effectuer le trajet en 2h30 au lieu de 6h. Selon les promoteurs, l'économie réalisée en termes de consommation de carburant, d'usure des pneus et de temps de transport viendrait compenser le prix du péage. Mais l'investissement prévu est lourd : plusieurs centaines de millions d'euros si on y intègre les infrastructures attenantes. Aussi, pour amortir ce coût et engranger des bénéfices, le promoteur privé devra décrocher une concession de gestion d'une durée minimale de 30 ans. Selon Assist développement, cette autoroute serait financée par des bailleurs de fonds privés, sans recours aux finances publiques.

14/05 - Suite à la visite de Hery Rajaonarimampianina au siège d'Ubifrance au mois de mars, des entrepreneurs français sont en mission de prospection. La délégation est composée de 17 entreprises, dont la plupart relèvent du BTP. Ils ont manifesté un intérêt tout particulier pour le potentiel hydroélectrique.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune.com, Newsmada (Les Nouvelles, Le Courrier, JdM, Reflet), La Gazette de la Grande Ile, La Nation, Le Daily, La Vérité, Madagascar Matin, Matv, Matera (agence de presse Madagascar), Sobika, Orange.mg, Tananews, Madonline, Madagate, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, APOI, Reuters, Xinhua, Slate Afrique, Afriqueinfos, Indian-ocean-times.

Taux de change au 15/05/14, 1 euro = 3196 Ariary (cours pondéré)